

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

INST ENST SUP RECHERCHE ALIMENTATION S-BAT PRINCIPAL CAMPUS - SEPARATION ELECTRIQUE DE 2 ERP ET AMENAGEMENT POLE STOCKAGE DES DECHETS - Tranche : TRAVAUX

Catégorie opération 2

1 Avenue Bourgelat
69280 MARCY-L'ETOILE

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	26/09/2025	Plan Général de coordination
2	03/10/2025	Projet PGC

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	10
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.6 DIVERS.....	12
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	16
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	16
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	17
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	18
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	18
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	19
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	19
3.5.2 Travaux divers	19

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	19
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	20
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	20
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	21
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	22
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	23
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	24
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	24
5.2 CANTONNEMENTS.....	24
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	25
5.3.1 Mise en place bungalows	25
5.3.2 Cantonnement à étages.	25
5.3.3 Installation électrique.....	26
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	27
6.1 ORGANISATION.....	27
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	27
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	27
6.2.2 Interdiction de fumer	27
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	28
7.1 PPSPS	28
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	28
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	28
8 Annexes	29
Panneau : En cas d'accident.....	29

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

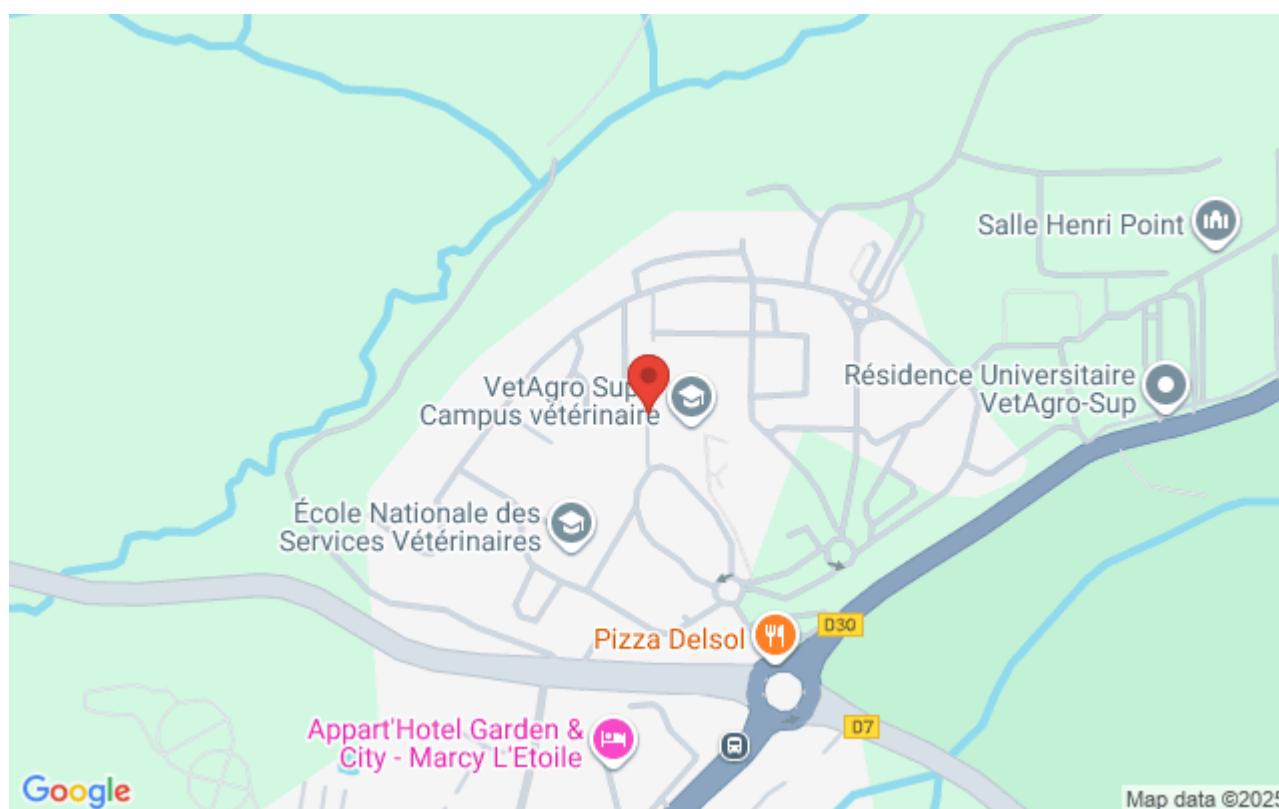
- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

INST ENST SUP RECHERCHE ALIMENTATION S-BAT PRINCIPAL CAMPUS - SEPARATION ELECTRIQUE DE 2 ERP ET AMENAGEMENT POLE STOCKAGE DES DECHETS

1 Avenue Bourgelat
69280 MARCY-L'ETOILE



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

INST ENST SUP RECHERCHE ALIMENTATION S-BAT PRINCIPAL CAMPUS -

Projet : SEPARATION ELECTRIQUE DE 2 ERP ET AMENAGEMENT POLE STOCKAGE DES DECHETS

Lot Terrassements :

Travaux préparatoires > Réseaux existants Dévoiements comprenant les fouilles, le dévoiement du réseau concerné avec raccords si nécessaires, le grillage avertisseur, le remblaiement et la reprise du revêtement de sol existant.

Lot Démolition / GO :

Localisation > Aile 3-Niveau 0

- Habillages intérieurs- Démolition de faïence murale collée ou scellée, y compris piochage du support.
- Démolition de menuiseries

- Tous ouvrages intérieurs- Dépose de menuiseries intérieures compris le démontage ou le descellement, le bouchement des trous et raccords ciment, la protection et l'évacuation.
- Blocs portes complets.
- Paillasse
- Démolition d'éléments de plomberie, appareillages et/ou équipements sanitaires.

Clôture de chantierInstallation d'une clôture de chantier, comprenant l'installation, l'entretien, la dépose et l'enlèvement en fin de chantier.

CREATION D'UN NOUVEAU POSTE TRANSFORMATEUR.

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Donneur d'ordre	INST ENST SUP RECHERCHE ALIMENTATION S 1 AVENUE BOURGELAT 69280 MARCY L ETOILE	
Architecte	Xavier MAUCOURT Architecte 72, Rue de la Charité 69002 LYON 2EME ARRONDISSEMENT	TEL : 0478954463

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°Lot 01 - TERRASSEMENTS - VRD - ESPACES VERTS - CLÔTURES
- N°Lot 02 - DÉMOLITIONS - GROS ŒUVRE - ISOLATIONS - ETANCHEITE

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 11/12/2024 pour une durée de 12 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 10.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Privé

1.5 PERSONNEL INTÉrimAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est **STRICTEMENT INTERDIT** pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Rapport d'étude de sol : Ce document est joint au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

Points particuliers :

- Niveau d'eau en sous-sol : ...

Pas d'incidence sur les travaux.

ou

Dispositions particulières à prendre (rabattement de nappe, fondations spéciales, ...) :

- Pollution des terres :

Produits polluants : ...

- Tenue des terres:

Dispositions particulières à prendre : voir ARTICLE 3.5.1.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalisation.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établie par l'entreprise, auprès des concessionnaires : **LOT 01 & 02**

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Réseaux impactés : électricité (aérien ou enterré), gaz, eau potable, eaux usées, eaux pluviales, chauffage urbain...

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux : **LOT 01 & 02**

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Autorisation d'occupation de la voie publique à la charge des entreprises concernées.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)			Lot principal	Lot principal
Clôture	Clôture de type Heras de hauteur 2 m minimum, fixée mécaniquement en partie haute, et fixée au sol	Selon le PIC	Lot principal	Lot principal
Portail et portillon	Portail de même constitution que la clôture pour les véhicules, portillon pour les piétons. Portail et portillon verrouillés	Selon le PIC	Lot principal	Lot principal
Homme trafic	Personnel désigné par chaque entreprise concernée	Voie publique, au droit des accès du chantier	Entreprises concernées	Entreprises concernées
Signalisation	Panneaux type: <ul style="list-style-type: none"> • Présence d'un chantier • Sortie de camion, • Chantier interdit au public, • Port des EPI... Eclairage de signalisation de chantier.	En amont du chantier, sur les clôtures	Lot principal	Lot principal
Grue et engin de levage	Demande d'autorisation à faire (commune, réseaux de transports publics, services de secours...) Balisage et barriérage	en périphérie des engins avec périmètre de sécurité	Entreprises concernées	Entreprises concernées

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et/ou sur demande du CSPS, pourra décider de faire appliquer les mesures précédentes par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Chaque entreprise doit diffuser avant intervention au lot principal la liste du personnel susceptible d'intervenir sur le chantier, y compris personnels détachés et intérimaires.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Portail et portillon de l'exploitation, accès depuis la voie publique	Existant	ETABLISSEMENT
Accès secondaire	Barriere HERAS SUR LA ZONE DE CHANTIER Accès depuis sur le site occupé	Lot principal	Lot principal
Gardiennage	Exploitation	Existant	ETABLISSEMENT
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte BTP propre à chaque salarié	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Liste du personnel	Panneau d'affichage dans la base vie	Lot principal	Lot principal

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et/ou sur demande du CSPS, pourra décider de faire appliquer les mesures précédentes par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

Le projet de plan d'installation de chantier (plan de zonage) sera réalisé par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS en phase conception avant consultation des entreprises.

Le PIC phase réalisation sera réalisé par le lot principal en phase de préparation de chantier, et sera mis à jour autant que nécessaire à l'avancement du chantier.

L'entreprise titulaire du lot principal établira avant démarrage des travaux un plan d'installation de chantier (PIC) qui devra préciser, pour chaque phase de l'opération:

- Le tracé des clôtures de chantier (le cas échéant), avec implantation des accès véhicules et piétons,
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les réponses aux DICT,
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier,
- L'emprise des chantiers en cours dans le périmètre impacté par l'opération,
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires (signalisation) et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux,
- Le principe de circulation et voies, piétonnes, véhicules, engins intérieures au chantier ainsi que leurs limites d'emploi (en fonction de la résistance des sols, du gabarit et de la déclivité),
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules,
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets,
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement,

- L'implantation des zones de stockage,
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'AEP,
- L'implantation des zones de cantonnement,
- L'implantation des zones éventuelles de préfabrication,
- L'implantation des appareils de levage, avec dates d'installation et de repli,
- L'implantation éventuelle des recettes à matériaux,
- L'implantation des échaudages de pied.

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier et mis à jour par l'entreprise titulaire du lot principal. Toutes les entreprises devront se conformer, sans pouvoir prétendre à quelconque indemnité, aux dispositions portées sur ce plan.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie COVID-19 :

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :

- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).
- Veiller à assurer la distance minimale d'un mètre entre les personnes : une personne par rang maximum, et en quinconce si plusieurs rangs.
- Dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule et pour les engins, prévoir la désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs (volant, boutons de commande, poignée de changement de vitesse...) et la mise à disposition de lingettes désinfectantes et de gel ou de solution hydroalcoolique.
- Délivrer les autorisations de déplacements dérogatoires pour l'entreprise.
- Privilégier les modes de transport individuels. Recourir le cas échéant au véhicule personnel (indemnité de transport et assurance à vérifier).
- En cas d'utilisation des transports en commun : respect de la distance minimale d'un mètre et lavage des mains obligatoire à l'arrivée au chantier.
- Fourniture de désinfectants sur site.
- Essayer de maintenir les mêmes équipes chargées des livraisons afin de créer une cohésion solidaire et respectueuse les uns envers les autres pendant cette crise.
- Organisation des postes de travail pour limiter au maximum les tâches simultanées de proximité et de longue durée, y compris pour les phases de livraisons.
- Eviter/Limiter les échanges et prêt d'outils de travail et/ou désinfecter ces derniers régulièrement ou à chaque changement de main.
- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.
- Il conviendra que les livreurs et les chauffeurs restent cantonnés dans leur cabine. En cas de réelle nécessité les distances de sécurité devront être respectées.

Rappel:

- Une bonne hygiène contribue à prévenir la transmission du coronavirus sur le chantier.
- les entreprises intervenantes sur site de bien doivent veiller à ce que ces dispositions soient mises en place et respectées.
- Les sous-traitants et prestataires sont soumis aux mêmes dispositions.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Voie intérieure	Voie stable et compactée, pente inférieure à 10%, avec installation de GBA en bordure de voie si présence de talus	Selon le PIC	Lot principal	Lot principal
Aire de livraison	Voie stable et compactée, horizontale et balisée	Selon le PIC	Lot principal	Lot principal

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Aire de stationnement	Voie stable et compactée, horizontale et balisée	Selon le PIC	Lot principal	Lot principal
Signalisation	Signalétique des sens de circulation et règles de priorité Avertisseur sonore et feux de recul	Selon PIC	Lot principal	Lot principal
Homme de manœuvre	Personnel désigné par chaque entreprise concernée	Toutes zones de chantier	entreprise concernée	entreprise concernée
Avertisseur de manœuvre	Avertisseur sonore et feu de recul	Sur chaque engin	entreprise concernée	entreprise concernée
Nettoyage avant sortie	Aire de lavage avec bac de rétention	Selon PIC avant sortie sur la voie publique	Lot concerné	Lot concerné

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Voie stable et compactée avec balisage et/ou protection collective, dissociée des voies des véhicules et engins	Selon PIC	Lot principal	Lot principal
Cheminement cantonnement/chantier	Voie stable et compactée avec balisage et/ou protection collective, dissociée des voies des véhicules et engins	Selon PIC	Lot principal	Lot principal
Séparation piétons/véhicules	Balisage et/ou GBA, à déterminer en fonction de la nature du trafic	Selon PIC	Lot principal	Lot principal

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Protection accès chantier	Voie stable et compactée avec balisage et/ou protection collective, dissociée des voies des véhicules et engins	Selon PIC	Lot principal	Lot principal
Cheminement sur chantier	Voie stable et compactée avec balisage et/ou protection collective, dissociée des voies des véhicules et engins	Selon PIC	Lot principal	Lot principal
Eclairage	Eclairage de chantier intérieur et extérieur	Toute zone de circulation horizontale et verticale	Lot électricité	Lot électricité
Signalisation	Panneaux indiquant les étages, les noms de bâtiment, les cheminements	Sur cheminement	Lot principal	Lot principal

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

La manutention mécanique sera privilégiée.

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue automotrice	Suivant adéquation et plan de levage	Entreprise concernée	Entreprise concernée	
Camion auto-déchargeable	A définir sur PPSPS	Entreprise concernée	Entreprise concernée	
Chariot élévateur	A définir sur PPSPS	Entreprise concernée	Entreprise concernée	
Transpalette/chariot	A définir sur PPSPS	Entreprise concernée	Entreprise concernée	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Sans objet

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

La convention de prêt doit être réalisée au minimum 8 jours avant le levage avec étude d'adéquation et mise à jour du PPSPS si nécessaire.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Sans objet

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Lot principal

Lot chargé de l'entretien

Lot principal

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Stockage	aire de stockage délimitée	Suivant PIC		stockage à plat
Matériaux corps d'état secondaires	aire de stockage délimitée	Suivant PIC	Grue mobile	stockage à plat

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Dispositions liées à la situation exceptionnelle du risque sanitaire et de pandémie COVID-19 :

Mise en place et respect de toutes les mesures suivantes par le référent COVID-19 :

- Interdire la présence de personne à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale).
- Fourniture de désinfectants sur site.
- Eviter/Limiter les échanges et prêt d'outils de travail et/ou désinfecter ces derniers régulièrement ou à chaque changement de main.
- Affichage de brochures sur les règles d'hygiène à respecter.
- Nettoyage renforcé de la base vie et désinfection quotidienne des surfaces (poignées de portes, tables, dossiers de chaises, porte frigo micro-ondes etc...)

Rappel:

- Une bonne hygiène contribue à prévenir la transmission du coronavirus sur le chantier.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Chaque poste	Quotidien	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Translation au sol	A déterminer dans les PPSPS	Quotidien	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Bennes avec tri	Suivant PIC	Autant que nécessaire	Lot principal	Lot principal

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage ou son représentant, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais et sous la responsabilité de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Terres polluées (présence de métaux lourds...)	Lot Titulaire	A définir		
HAP (Hydrocarbure aromatique polycyclique)	Lot Titulaire	A définir		
En cas de suspicion de pollution des terres lors de l'ouverture de fouille (odeurs, couleurs...), stopper toute intervention et avertir la maîtrise d'oeuvre et la maîtrise d'ouvrage.	Lot Titulaire	A définir		

3.5.2 Travaux divers

Arrêter les travaux par point chaud 2 heures avant de quitter le chantier.

Extincteur obligatoire sur le poste de travail.

Pour les travaux en site occupé, établir un permis feu avec l'exploitant.

Travaux générateurs de poussières, pas de co-activité et confinement de la zone.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Zone travaux	Lot Titulaire	Permis feu	Extincteur
Application de produit toxique		Dans un container adapté avec bac de rétention.		

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Les protections collectives doivent être au minimum conformes au code du travail.

Le lot principal est en charge de la mise en place et la maintenance des protections collectives.

Lorsqu'une entreprise dépose une protection collective pour ses travaux, elle doit mettre en place au préalable une protection au minimum équivalente.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Fouille	Balisage tête de fouille ou protection collective si un cheminement piéton est à proximité	Lot Principal	Lot Principal
Tranchée	Balisage tête de fouille ou protection collective si un cheminement piéton est à proximité Blindage pour une profondeur supérieure à 1,30 m.	Lot Principal	Lot Principal

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Les salariés utilisant un moyen de levage doivent être formés.

Stabilité, portance et planéité du sol à vérifier avant installation d'un échafaudage, utilisation d'un moyen de levage.

Pour les échafaudages, fournir:

- Etude d'adéquation,
- PV de conformité de montage,
- PV de mise à disposition signé entre les entreprises utilisatrices,
- Note de calcul obligatoire pour hauteur supérieur à 24 m,
- Affichage en pied d'échafaudage du PV de montage.

Les échafaudages devront être conformes à la recommandation R408 de la CNAM.

Pour les nacelles, manuscopiques... fournir:

- Etude d'adéquation,
- Vérification périodique de l'engin,

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
-------------	--------------	---------------	--------------------------------	------------------------------

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Selon le PIC du lot principal. Le lot principal devra faire un estimatif des besoins de chacun afin de dimensionner l'installation électrique.	En période de préparation de chantier	Lot Principal	Lot Principal
Armoire générale	Selon le PIC du lot principal Les armoires électriques doivent être verrouillée, l'accès est réservé aux personnes habilitées.	Au démarrage des travaux	Lot principal	Lot principal
Alimentation cantonnement	Selon le PIC du lot principal	Au démarrage des travaux	Lot principal	Lot principal
Eclairage poste de travail	Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre	A l'avancement	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Limiter la coactivité

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Tous les travaux	TOUS LES LOTS ET LEURS INTERVENANTS	Dès le début de demande de mise en fonction des mesures de protections.	Tous les travaux en mode dégradé	

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Tous les travaux	TOUS LES LOTS ET LEURS INTERVENANTS	Dès le début de demande de mise en fonction des mesures de protections.	Sécurisation pour les chantiers en cours : Par l'application des mesures gouvernementale et des dispositions édictées par les organismes professionnels de la prévention.	

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

SAUVEGARDE DES OUVRAGES

Responsabilité de la Maîtrise d'Ouvrage.

La situation actuelle peut ou a pu imposer de mettre le chantier en veille, ou en mode dégradé.

Ces situations nécessitent une vérification des points suivants sur la sauvegarde des ouvrages :

- provisoires,
- sur la stabilité des éléments préfabriqués,
- sur la tenue des terres (talus, fouilles, tranchées,...),
- sur la sauvegarde des avoisinants,
- sur la pérennité des ouvrages soumis aux intempéries etc...

Pour l'ensemble des points ci-dessus, toutes les dispositions prises en la matière doivent être soumises au contrôleur technique avant la mise en place de mesure de sécurisation stricte.

Le but est de s'assurer que les ouvrages en cours qui ont été stoppés ne représentent aucun danger immédiat ou dans le temps, ni pour l'environnement du site, ni pour les travailleurs dans la poursuite et/ou la reprise des activités de chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordinateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais et sous la responsabilité de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Lot 02	démolition	Entreprise seule dans la zone	Neutralisation de la zone
Fondations	Lot 01 & 02	Terrassement et implantation des ouvrages	Entreprise seule dans la zone	Neutralisation de la zone
Tranchées	Lot 01 & 02	Terrassement et implantation des ouvrages	Entreprise seule dans la zone	Neutralisation de la zone
Travaux en hauteur	Tous	Toute intervention en hauteur	Utilisation de moyens d'accès sécurisés Maintien absolu des protections collectives	Protections collectives

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le /date/ Monsieur XXXX Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE a réalisé une visite d'Inspection commune avec le Représentant du Chef d'établissement en activité sur site en présence de l'assistant Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et de l'entreprise générale conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail :Au cours de cette visite les points suivants ont été évoqués :

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Environnement du chantier	Site occupé par la présence d'un établissement vétérinaire	Horaires à respecter selon directives du chef d'établissement	Pdp si nécessaire à signer et à respecter	Entreprise intervenante	
Bruit dû au chantier	Site occupé par la présence d'un établissement vétérinaire	Horaires à respecter selon directives du chef d'établissement	Pdp si nécessaire à signer et à respecter	Entreprise intervenante	
Réseaux enterrés et aériens (voir aussi Article 2 : 2.3)	Voir DT / DICT				
Interférence avec activité du site	Selon VIC avec le chef d'établissement				

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Pour les chantiers dont le montant de l'opération est supérieur à 760 000 €, des VRD préalables sont obligatoires.

5.2 CANTONNEMENTS

Mise en place des mesures quant au risque de pandémie lié au Coronavirus COVID-19 :

Lieu de vie, de contacts et d'échanges, la base vie ou le bungalow de chantier sont des espaces où l'organisation des présences et des déplacements doit faire l'objet d'une attention soutenue.

Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires.

Respecter, en toutes circonstances, une distance d'au moins un mètre entre les personnes, notamment :

- en divisant par deux la capacité nominale d'accueil (nombre de chaises) simultanée pour toutes les installations (hors bureaux),
- éventuellement, en organisant les ordres de passage,
- éventuellement, en décalant les prises de poste,
- éventuellement, en mettant en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre.
- bande adhésive au sol, barriérage (par exemple avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures...
- en limitant l'accès aux espaces et salles de réunion.
- Installer, si possible, des lieux de réunion, de repos et de pause en extérieur.
- Installer un point d'eau ou un distributeur de gel ou de solution hydroalcoolique à l'extérieur et imposer le lavage des mains avant toute entrée dans les bases vie ou bungalows de chantier.
- Mettre à disposition des flacons de gel ou de solution hydroalcoolique (si disponibles) dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact (tables, comptoir...).
- Mettre à disposition des lingettes désinfectantes dans les toilettes pour désinfection avant chaque usage.
- Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et/ou de gel ou de solution hydroalcoolique sont approvisionnés.
- Assurer une fréquence quotidienne de nettoyage de toutes les installations communes au moyen de produits désinfectants. Les travaux de nettoyage comprennent sols, meubles, postes de travail dont poste de garde. Les surfaces de contact les plus usuelles (portes, rampes d'escalier, fenêtres et tout autre équipement où l'on peut poser les mains,
 - toilettes, y compris toilettes mobiles) doivent être nettoyées toutes les deux heures. Le personnel en charge du nettoyage doit être compétent et dûment équipé.
- Aérer les locaux au moins deux fois par jour.
- Organiser l'usage des réfectoires par roulement afin de limiter le nombre de personnes à un instant donné, de façon à respecter les distances de sécurité.
- Assurer une désinfection par nettoyage, dont fours micro-ondes, réfrigérateurs..., entre chaque tour de repas. Faire respecter de façon stricte les consignes de lavage des mains à l'eau et au savon avant les repas.
- Privilégier, le cas échéant, la pratique de la gamelle et du thermos individuels apportés par chaque compagnon.

Rappel:

- Une bonne hygiène contribue à prévenir la transmission du coronavirus sur le chantier.
- les entreprises intervenantes sur site de bien doivent veiller à ce que ces dispositions soient mises en place et respectées.
- Les sous-traitants et prestataires sont soumis aux mêmes dispositions.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	10 travailleurs	Selon le PIC du lot principale		Lot principal	Lot principal	Lot principal
Réfectoire	10 travailleurs	Selon le PIC du lot principale		Lot principal	Lot principal	Lot principal
Sanitaires	10 travailleurs	Selon le PIC du lot principale		Lot principal	Lot principal	Lot principal
Sanitaires sur chantier	10 travailleurs	Selon le PIC du lot principale		Lot principal	Lot principal	Lot principal
Salle de réunion	A définir	Selon le PIC du lot principale		Lot principal	Lot principal	Lot principal

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement faire appliquer les dispositions prévues ci-dessus aux frais de l'entreprise défaillante.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Cas particulier des locaux existants pouvant servir de cantonnements.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Containers de stockage

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot principal	Lot principal

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Chaque entreprise doit équiper son personnel d'un téléphone portable.
Affichage des consignes d'urgence de secours dans les cantonnements.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Point de rencontre	Entrée du site	Lot titulaire	A mettre en place	Lot Titulaire
Secouriste	Sur le chantier	Nous demandons que 2 secouristes soient présents en permanence sur le chantier		Lot Titulaire
Trousse de secours	Dans chaque véhicule entreprise			Lot Titulaire

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Interdiction de consommer de l'alcool sur le chantier.
Interdiction de brûler des déchets sur le chantier.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Ouvrier isolé > interdit

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

Avant toute intervention sur le chantier

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

INST ENST SUP RECHERCHE ALIMENTATION S-BAT PRINCIPAL CAMPUS - SEPARATION ELECTRIQUE DE 2 ERP ET AMENAGEMENT POLE STOCKAGE DES DECHETS

1 Avenue Bourgelat
69280 MARCY-L'ETOILE

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: MARCY-L'ETOILE
RUE :1 Avenue Bourgelat

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.72.19.81.30 .